



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture
Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Action Départementale

Bureau des installations classées

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
de la société BORDINI Environnement
Site de "Rocher Montlouvier" à Louvigné-du-Désert**

**LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE
PREFET D'ILLE-ET-VILAINE**

VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L.171-8 du titre 7 du livre I ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 autorisant la société Bordini à exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur les sites de « Bois Denis » et du « Rocher de Montlouvier » sur la commune de Louvigné-du-Désert ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 2010 autorisant la société Bordini à accueillir de l'amiante liée dans son installation de stockage de déchets inertes située au lieu-dit « Le Rocher de Montlouvier » sur la commune de Louvigné-du-Désert ;

VU le courrier en date du 3 juin 2012 par lequel la société Bordini Environnement a demandé à bénéficier de l'antériorité pour la rubrique 2760-2 afin de poursuivre l'activité de stockage de déchets d'amiante liée ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 2 février 2015 faisant état des non-conformités relevées lors de la visite d'inspection réalisée le 30 décembre 2014, sur les sites de la société Bordini Environnement au lieux-dit « le Bois Denis » et « Le Rocher de Montlouvier » à Louvigné-du-Désert ;

VU le courrier de réponse de la société Bordini Environnement du 23 février 2015 par lequel elle justifie des modifications apportées au registre chronologique des déchets entrants afin se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 et par lequel elle transmet un plan d'exploitation et un relevé topographique à jour ;

VU la transmission du 9 avril 2015 de la société Bordini Environnement justifiant l'installation d'un séparateur d'hydrocarbures en sortie de bassin de décantation sur le site de « Le Rocher de Montlouvier » ;

VU le rapport de l'inspection des Installations Classées du 4 mai 2015 ;

VU le courrier du 20 mai 2015 par lequel la société Bordini Environnement a été invitée à faire connaître ses remarques sur le projet d'arrêté de mise en demeure relatif au site de Le Rocher de Montlouvier, qui lui a été transmis ;

VU le courrier en date du 15 juin 2015 remis par la société Bordini Environnement en réponse au projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été notifié le 22 mai 2015 ;

Considérant que l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 autorise l'admission sur le site de « Bois Denis » d'une quantité annuelle maximale de 1500 tonnes de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;

Considérant que l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2010 autorise l'admission sur le site du « Rocher de Montlouvier » d'une quantité annuelle maximale de 1000 tonnes de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;

Considérant qu'en 2012, 1851 tonnes de déchets d'amiante ont été admis sur le site du « Rocher de Montlouvier » et qu'en 2013, 1940 tonnes de déchets d'amiante ont été admis sur le site du « Rocher de Montlouvier » ;

Considérant qu'en 2014, au total, 5420 tonnes de déchets d'amiante ont été admis sur les sites du « Rocher de Montlouvier » et de « Bois Denis » ;

Considérant par conséquent que les quantités maximales admissibles sur le site du « Rocher de Montlouvier » n'ont pas été respectées en 2012, 2013 et 2014 ;

Considérant que l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 susvisé impose à l'exploitant la réalisation d'analyses trimestrielles de ses rejets en sortie des bassins tampon ;

Considérant que la dernière analyse des rejets pour le site du « Rocher de Montlouvier » présentée par l'exploitant date du 4 juillet 2012 et donc que la fréquence de contrôles des rejets aqueux n'est pas respectée ;

Considérant que les réponses apportées par l'exploitant ne sont pas de nature à remettre en cause la procédure engagée à son encontre ;

Considérant par conséquent que les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ne sont pas garantis par l'exploitation de cet établissement ;

Considérant que dans ces conditions il y a lieu de faire application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

Article 1 – La société Bordini Environnement, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Rocher de Montlouvier », 35420 Louvigné-du-Désert est mise en demeure de respecter pour son site de stockage de déchets d'amiante situé au lieu-dit « Le Rocher de Montlouvier », les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 susvisé et de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2010 susvisé, dans un délai maximum de 3 mois à partir de la notification du présent arrêté :

Article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2010 susvisé :

« Volumes annuels de déchets admis

Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à

Site de « Montlouvier

Pour les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 1000 tonnes par an

... »

Article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 modifié susvisé :

« ...

L'exploitant devra par ailleurs, réaliser des analyses de ses rejets trimestriellement sur les paramètres suivants :

- pH*
- M.E.S.*
- D.C.O afin de vérifier la conformité des eaux au regard de la qualité du cours d'eau récepteur*

... »

Article 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales encourues.

Article 3 – Délais et voies de recours.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rennes par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 – Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de Fougères-Vitré et l'Inspection de l'environnement, spécialité installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Bordini Environnement et dont une copie sera adressée au Maire de la commune de Louvigné-du-Désert.

Rennes, le

30 JUIN 2015

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général


Patrice LAURE